



analyse

Par **Dick Howard***,
distinguished professor of
political philosophy emeritus
à la Stony Brook University
de New York.

Prélude au chaos : les primaires aux États-Unis

Alimentés chez les uns par une peur née de l'insécurité économique et nourris par la crainte de l'Autre (musulman, terroriste) et chez les autres par des injustices ressenties (la figure des 1 %, la mondialisation aveugle), une colère et un ressentiment vis-à-vis des politiciens caractérisent la primaire américaine, poussant, à gauche comme à droite, et non sans conséquences, des candidats sortant des sentiers battus.

La fin des dynasties

Il y a un an, on pensait que les primaires adouberaient les héritiers des deux dynasties qui ont dominé la vie politique américaine depuis plus de 40 ans. Lorsqu'il annonça sa candidature, le 15 juin 2015, Jeb Bush – fils et frère de président –, avait réuni d'énormes soutiens financiers afin de dissuader d'éventuels challengers pendant cette phase préélectorale qu'on nomme « la campagne invisible ». Pour sa part, après quatre années de bons et loyaux services comme secrétaire d'État de Barack Obama, Hillary Clinton s'attendait à briser le

« plafond de verre » pour devenir la première occupante de la Maison-Blanche, qu'elle avait déjà connue comme *First Lady*. Si Hillary Clinton est toujours bien dans la course chez les démocrates, c'est l'outsider antipolitique Donald Trump qui mène la danse chez les républicains. Au début de son ascension, personne ne le prenait au sérieux ; aujourd'hui, ce qui reste de l'establishment du parti cherche une porte de sortie. On évoque la possibilité d'une scission ou au moins un réalignement idéologique, comme cela arrive aux États-Unis environ tous les quarante ans.

Photo ci-dessus :

Le 16 septembre 2015, treize candidats à la primaire républicaine (de gauche à droite : Rick Santorum, George Pataki, Rand Paul, Mike Huckabee, Marco Rubio, Ted Cruz, Ben Carson, Donald Trump, Jeb Bush, Scott Walker, Carly Fiorina, John Kasich, Chris Christie) s'apprêtent à participer à un débat télévisé organisé par la chaîne d'information en continu CNN. Le nombre record de candidats – dix-sept – avait obligé la chaîne Fox News à organiser deux débats télévisés en août : un premier en milieu d'après-midi pour les sept candidats les moins populaires, et un second en prime time avec les têtes d'affiche. (© Joseph Sohm)



Du côté démocrate, Hillary Clinton est sérieusement concurrencée par Bernie Sanders. Le sénateur du petit État du Vermont, âgé de 74 ans, se dit « socialiste », ce qui ne semble gêner personne. « Bernie », comme l'appellent ses fervents supporters, fait sienne la dénonciation des « 1 % ». Sa rivale a beau avoir « gauchisé » son programme – par exemple en rejetant l'accord commercial trans-Pacifique (le TPP) qu'elle avait elle-même négocié –, ses rapports avec Wall Street et le fait d'avoir passé une partie des quatre années de préparation à la candidature à faire des conférences grassement rémunérées chez Goldman Sachs ne sont pas étrangers à ses difficultés.

La montée des outsiders chez les républicains

Malgré le soutien apparent de l'establishment à Jeb Bush, dix-sept candidats étaient présents lors des premiers débats télévisés, qui ont commencé en août 2015. Les participants

“ La campagne de Trump est devenue la rencontre de la colère et de la peur en la personne d'un leader qui refuse toute idée de limite. ”

furent départagés par sondage – dix furent admis en *prime time*, les autres relégués à un horaire moins favorable. Ces débats ne furent évidemment pas propices à des échanges profonds ; le public s'attendait surtout à rire des gaffes des uns ou à applaudir les coups portés contre l'un ou l'autre des concurrents. Cette mise en scène avantagea le vétéran des *reality shows*, Donald Trump ; et sa première victime fut Jeb Bush. Et comme personne ne prenait au sérieux cet homme d'affaires bouffon, égoïste et franchement vulgaire, Trump s'en sortit indemne alors que les autres s'étripaient mutuellement.

Les primaires elles-mêmes commencèrent en janvier 2016 dans deux petits États ethniquement homogènes, mais de culture politique bien différente : l'Iowa et le New Hampshire. Dans le premier, fortement agricole, les religieux prédominent ; la culture du second est empreinte d'un esprit libertaire coloré par son voisinage avec le Massachussetts. On pouvait donc imaginer que le vainqueur dans l'un ne gagne pas dans l'autre (d'autant plus que l'Iowa vote par caucus fermé, alors que le New Hampshire procède à une primaire ouverte) (1). Cette hypothèse s'était vérifiée du côté démocrate (où Hillary Clinton remporta de peu l'Iowa avant de perdre massivement le New Hampshire). La surprise est venue du côté républicain, où Ted Cruz, qui visait avant tout les évangéliques, arriva talonné dans l'Iowa par Donald Trump, qui remporta une belle victoire dans le New Hampshire. En effet, si Trump y triompha avec 35,3 % des électeurs, les quatre candidats suivants cumulaient plus de 50 % des voix, mais ils se les partageaient à peu près également (Kasich avec 15,8 %, Cruz 11,7 %, Bush 11 %, Rubio 10,6 %, Christie 7,6 %). Comme les délégués qui désigneront le candidat du parti républicain lors de la Convention à Cleveland (Ohio) en juillet sont nommés à la proportionnelle pendant les premières primaires, la nomination de Trump était loin d'être assurée à cette date précoce. On attendait les élections du

Super Tuesday le 1^{er} mars, où 12 États allaient voter, puis celles du 15 mars, qui accorderaient au vainqueur la totalité des délégués de Floride (l'État de Bush et de Rubio) et de l'Ohio (dont Kasich est gouverneur) (2).

Mais n'allons pas trop vite... Si les autres candidats républicains disparurent les uns après les autres, il faut comprendre pourquoi ils ont tenté leur chance. Après tout, le recours aux élections primaires pour donner une légitimité au candidat a fait son chemin dans d'autres pays que les États-Unis, où les partis traditionnels ont perdu leur crédibilité. La primaire de la droite en France en est un exemple.

Certains des candidats étaient en fin de mandat électoral (comme les gouverneurs Jindal, Christie, et Walker) ; d'autres étaient d'anciens gouverneurs qui tentaient leur chance une dernière fois (comme Bush, Gilmore, Pataki ou Perry) ; d'autres encore étaient des ex-candidats qui voulaient y aller dans l'espoir que la fortune leur sourirait cette fois (comme Santorum, Huckabee ou Paul). Il y avait enfin deux candidats sans expérience électorale : la seule femme à se présenter, Carly Fiorina, qui faisait valoir aussi son expérience comme PDG de Hewlett-Packard, et Ben Carson, un neurochirurgien à la retraite, le seul noir, fort religieux, qui s'était fait remarquer



par ses dénonciations sans vergogne d'Obama. Cette profusion de prétendants pouvait faire croire à l'un ou à l'autre qu'il parviendrait à se faire remarquer lors des premières primaires, ce qui le porterait jusqu'à l'étape suivante tandis que d'autres seraient éliminés. À la suite du *Super Tuesday*, cet espoir s'éteignit pour de bon.

Les quatre candidats restants représentaient des choix politiques bien distincts. Chacun cherchait le chemin qui lui permettrait de rester jusqu'à la finale. Le moins connu était l'actuel gouverneur de l'Ohio, John Kasich, qui avait présidé la commission du Budget à la Chambre avant de partir faire fortune chez Lehmann Brothers. Élu gouverneur de cet État clé du Midwest, Kasich se fait fort d'avoir comblé un gros déficit tout en diminuant les impôts pendant son premier mandat. Ce qu'il ne dit pas, c'est que les dépenses réduites de l'État avaient

Photo ci-dessus :

Le candidat républicain Donald Trump, au Westgate Las Vegas Resort & Casino, dans le cadre de sa campagne pour les primaires, le 14 décembre 2015. (© Joseph Sohm)

Photo ci-contre :

Le 18 avril 2015, le candidat à la primaire républicaine Ted Cruz, principal adversaire au favori Donald Trump, participe à un meeting dans le New Hampshire. (© Andrew Cline)



dû être compensées par des augmentations d'impôts communaux – donc ce que le contribuable épargnait par la réduction des impôts de l'État était « compensé » par des taxes communales. Néanmoins, ses concitoyens finirent par lui donner une victoire dans l'Ohio le 15 mars, lui permettant de rester dans la course.

Plus connu était Marco Rubio, jeune sénateur de Floride d'origine cubaine élu dans le raz-de-marée du Tea Party en 2010. Son beau sourire ne cachait pas son ambition ; pour arriver

“ À 45 ans, élu sénateur du Texas en 2010, Ted Cruz est tout sauf souriant et bien loin de toute velléité de compromis. ”

dans le quadrille des survivants, ce fils politique de Jeb Bush devait tuer le père. Opportuniste, il pensait que son parti tirerait les conséquences de la défaite de 2012 pour opérer un recentrage autour de l'immigration ; s'apercevant qu'il s'était trompé, il devint un opposant féroce de toute réforme. Or cet opportunisme finit par lui coûter cher ; il perdit la primaire en Floride et dut sortir de la course.

À 45 ans, élu sénateur du Texas en 2010, Ted Cruz est tout sauf souriant et bien loin de toute velléité de compromis. Né au Canada, fils d'un pasteur évangélique d'origine cubaine, diplômé de Princeton et de Harvard, Cruz se présente comme un homme de principe, conservateur et religieux. Ainsi fut-il le principal responsable de l'arrêt des activités gouvernementales fédérales en octobre 2013 par refus de l'Obamacare ; malgré cet échec, il n'hésite pas à bloquer toute action contraire à ses « principes » conservateurs. Cet homme qu'on dit le plus détesté par ses pairs passe chez beaucoup pour un hypocrite, mais sa base, surtout chez les évangéliques, reste solide. Elle lui a permis de gagner dans sept primaires et de se trouver actuellement en seconde place, mais loin du leader.

Reste Donald Trump. J'avais cherché à expliquer sa montée inattendue bien avant le premier débat, dans *Le Monde* (« Donald Trump ou la machine à perdre des républicains américains » le 3 août 2015), et j'y suis revenu après les premières primaires dans *Telos* (« Victoires des outsiders, défaites de l'establishment, et puis... » le 12 février). Ma thèse était, et reste, que le parti républicain récolte ce qu'il a semé. Des réformes radicales promises, rien ne s'est réalisé, alors que la critique d'Obama s'est radicalisée ; la prise de la Chambre en 2010 et celle du Sénat en 2014 n'ont rien donné. On comprend que les déçus de la droite se disent qu'il n'y a rien à attendre du politique et qu'il n'y a que l'antipolitique qui pourra rendre à l'Amérique sa gloire et sa puissance d'antan (« *Make America Great Again!* »)

Encore faut-il comprendre pourquoi ceux qui auraient pu se réfugier dans l'abstentionnisme sont devenus des supporters enthousiastes. Il ne suffit pas de parler de la « colère ». Derrière celle-ci se trouve un sentiment plus profond : *la peur* (3). Pour ne pas avouer cette peur, on se met en colère ; on s'active au lieu de se laisser faire. Trump y a fait allusion à la suite de ses victoires le 15 mars. Au début de sa campagne, il critiquait l'immigration (« les Mexicains... ») et dénonçait l'échange inégal (avec la Chine...), mais ce n'est qu'à partir de novembre et les attentats de Paris que la peur s'est révélée. Trump proposa alors l'interdiction de l'immigration musulmane et dénonça *urbi et orbi* l'islam (4), « et tout d'un coup, nos sondages montèrent... pour atteindre 54 % ! ». Revenant sur ce tournant, il explique que « Paris (...) donnait un sens nouveau » à sa campagne, et que « ce sens était simple : on a besoin de protection dans notre pays, et c'est ce que je vais mettre en œuvre ». La campagne de Trump est devenue la rencontre de la colère et de la peur en la personne d'un leader qui refuse toute idée de limite.

Bernie Sanders porte le défi, et un certain espoir, chez les démocrates

Du côté démocrate, la colère joue aussi un rôle dans la montée de Bernie Sanders. Mais celle-ci est dirigée contre *l'injustice* ; son fondement est plutôt un espoir tourné vers l'avenir. Au



Photo ci-contre :

Le 2 mars dernier, Hillary Clinton, candidate à la primaire démocrate américaine lors du meeting au Jacob Javits Center à New York. Favorite des sondages malgré la résistance de son unique adversaire Bernie Sanders, Hillary Clinton peut notamment compter sur le soutien des nombreux « super-délégués » : 712 cadres du parti démocrate libres de soutenir le candidat de leur choix lors de la convention de juillet chargée de désigner le candidat démocrate à la présidentielle, indépendamment du vote des électeurs dans chacun des 50 États durant le processus des primaires. (© Shutterstock)



début des primaires, on soutenait Sanders un peu comme les Français d'avant 2002 votaient avec le cœur au premier tour, avant de revenir à la sagesse au deuxième tour. Or, au fil des mois, les « Bernie » sont devenus un mouvement, une force électorale, mais aussi une critique morale qui reflète une saine colère attisée par les inégalités qui, d'abord économiques, se révèlent ancrées dans les profondeurs de la société. Sa critique des « 1 % », délivrée dans un accent de Brooklyn inénarrable, s'élargit pour critiquer les tares socioculturelles d'un pays où la logique économique s'est substituée à celle de la démocratie et les intérêts du consommateur à la recherche du bien commun. S'il est vrai que les traités de libre-échange font baisser les tarifs à la consommation, c'est au prix du chômage, de la désindustrialisation et de la stagnation des salaires. On a raison de se révolter contre un tel aveulement.

“ côté démocrate, la colère joue aussi un rôle dans la montée de Bernie Sanders. Mais celle-ci est dirigée contre l'injustice ; son fondement est plutôt un espoir tourné vers l'avenir. ”

Au début de la campagne, Bernie semblait ne pas vouloir s'en prendre à son opposante. Par exemple, à propos de l'utilisation d'un service email privé par Hillary Clinton, Bernie disait qu'il « s'en foutait de cela », insistant encore et toujours sur l'inégalité flagrante. Au fur et à mesure des primaires, sa critique économique se transforma en force électorale, il la relia à celle de cet establishment néolibéral dont Hillary Clinton est l'héritière. La critique des 1 % devint celle de Wall Street, avant de s'étendre à la classe politique toute entière : réforme du financement des élections, abolition des droits d'inscription universitaires, soins médicaux gratuits pour tous. D'opposant au début des primaires, Bernie est désormais soutenu massivement par une jeunesse qui semble vouloir le voir prendre la tête d'un mouvement politique. Les critiques qui y voient la contrepartie de l'antipolitique de Trump se trompent. La colère des supporters de Bernie n'est pas motivée par la peur ; ce n'est pas par hasard qu'ils sont jeunes et qu'ils parlent de justice ! Lorsqu'il remporta une victoire surprise dans le Michigan le 8 mars, tous les espoirs étaient permis. Hélas, ils furent déçus lors du « Super Tuesday bis » du 15 mars. Mais, comme le montrent les comptes de campagne du candidat, il a motivé de vrais soutiens. Plus de deux millions de supporters ont donné 25 dollars en moyenne, ce qui signifie que ces électeurs veulent prendre part à l'ouverture politique qu'il représente. Ce trésor permettra à Bernie de continuer à être présent aux primaires à venir (dont certaines, comme le Wisconsin, lui seront favorables), jusqu'aux deux dernières le 7 juin en Californie et dans le New Jersey. Si Hillary Clinton est dès maintenant la candidate présumée, le nombre de délégués que Bernie aura gagnés lui assure une influence sur le contenu de la plate-forme du parti et dans les instances de celui-ci (5). En effet, on peut

dire que ce socialiste qui s'est appuyé sur une « politique de classe » est en train de solliciter le surgissement d'une « classe citoyenne » en éveillant une saine colère contre l'injustice sociale. Reste à lui trouver une forme politique.

Venons-en aux conventions qui clôturent la saison des primaires

Pour une partie de l'establishment républicain, il est trop tard pour arrêter Donald Trump. Le *Washington Post* du 17 mars titre ainsi : « Pour défendre notre démocratie contre Trump, [les républicains] doivent imposer un marchandage à la convention [brokered convention] ». En effet, Donald Trump a remporté 19 États (sur 28) ; et il en gagnera encore (22 restent à conquérir). Mais aura-t-il suffisamment de délégués à la convention de Cleveland ? Les deux candidats restant en lice espèrent que Trump n'y parviendra pas, ce qui mettrait enfin un terme à sa domination. Le mandat impératif des délégués ne vaut en effet que pour le premier tour de piste ; si Trump ne rafle pas la mise, un marchandage est donc possible. Qui seraient les courtiers dans cette affaire ? À la faveur de qui interviendraient-ils ? On a vu que Ted Cruz n'a pas de soutien dans les instances du parti ; reste alors John Kasich. Tous les deux cherchent à rallier des responsables du parti anti-Trump, mais si Jeb Bush a apporté son soutien à Cruz, Mitt Romney a expliqué qu'il votait pour le sénateur du Texas dans la primaire

Photo ci-dessous :

Le 27 février 2016, des centaines de manifestants défilent à New York pour soutenir Bernie Sanders, candidat à la primaire démocrate et unique adversaire d'Hillary Clinton. Alors que cette dernière s'est installée en tête de la course, son adversaire continue à marquer des points en battant largement sa rivale dans les trois États où étaient organisés des caucus le 26 mars dernier. Quelques jours plus tard, Bernie Sanders organisait un meeting dans l'un des quartiers les plus pauvres de New York, le Bronx, où il promettait à ses supporters que « s'il y a une forte participation, nous gagnerons, et si nous gagnons ici à New York, nous irons jusqu'à la Maison-Blanche ». (© Shutterstock)



simplement pour stopper Trump. Ou bien l'on pourrait choisir un candidat bien en vue dans le parti, par exemple le président de la Chambre, Paul Ryan. Or, ces options risquent fort de poser la question de la légitimité d'un candidat qui aurait été choisi par les « politiques », alors que Donald Trump porte le drapeau et se fait la voix des « antipolitiques » qui le soutenaient pendant les primaires. Irait-on alors vers une scission, voire la création d'un nouveau tiers parti ? Trump prévient qu'il y aura « des émeutes » au cas où il serait privé de sa victoire par un marchandage (6).



Points chauds

Photo ci-dessous :

Gouverneur de Floride de 1999 à 2007, fils et frère de président, Jeb Bush était donné favori et incarnait le candidat naturel de l'establishment républicain. Après avoir renoncé à la course à la présidentielle fin février, il a annoncé fin mars son soutien à Ted Cruz, devenant le premier membre éminent du Parti républicain à se ranger derrière ce candidat. (© Andrew Cline)

Peut-on imaginer que la campagne de Donald Trump s'auto-détruit ? À cette étape des primaires, on se serait attendu à ce que les électeurs du parti se rallient au candidat qui détient une avancée substantielle, se disant que l'unité fait la force (et qu'il faut monter dans le train en marche). Au contraire, Trump continue à polariser ; il gagne, mais il saigne, dit-on. Devra-t-il se recentrer ? Le magnat de l'immobilier, auteur d'un best-seller sur les astuces de la négociation (*The Art of the Deal*), opèrerait ainsi en politique comme dans les affaires : faisant une offre extrême, qu'il sait irrecevable, avant de reculer vers le *deal* qu'il a toujours souhaité. Mais pourrait-il alors maintenir le fervent soutien de ces antipolitiques en colère qui l'ont porté jusqu'ici ? Le fait qu'il ait refusé de participer à un débat proposé la semaine suivant son triomphe au *Super Tuesday* en dit long sur ses engagements envers ce public bien à lui. Et pourquoi a-t-il évoqué d'éventuelles « émeutes », au cas où on lui refuserait la nomination ?

On commence à entendre le mot de « fasciste » aux États-Unis. C'est de la spéculation, peu probable. Donald Trump n'est pas

le renvoi des 11 millions de sans-papiers en créera encore ; il trouvera ensuite les moyens d'empêcher la délocalisation industrielle vers des pays fiscalement mieux-offrants ; et enfin il réduira et simplifiera les impôts pour tout le monde (sans pour autant augmenter le déficit). Quand il promet aussi qu'il n'y aura pas de réduction de la sécurité sociale et qu'il y aura

“ Trump continue à polariser ; il gagne, mais il saigne, dit-on. ”

une couverture médicale universelle (sans expliquer comment se produira cette merveille), on reconnaît bien l'inspiration populiste antipolitique qui attire avant tout des hommes blancs, peu ou pas diplômés, condamnés à un travail peu sécurisé et à un statut social de « loser ». Quand on lui demande comment il financera ce programme, il bafouille, assure que la réduction des impôts donnera lieu à une croissance exponentielle, avant de lancer des propositions inattendues : il faudra revoir notre rapport à l'OTAN (« une bonne idée qui a fait son temps »), repenser le « pivot » vers le Pacifique introduit par Obama, et enfin éviter des interventions militaires et toute politique de « *State building* » (7). En tant que programme économique, ces propositions ne sont que l'expression d'une antipolitique incapable de faire face aux dilemmes politiques d'un monde globalisé.

Dick Howard

* Dick Howard partage sa vie entre Paris et New York et fait partie de plusieurs comités de rédaction, dont celui de la revue *Esprit*. Cet article a été rédigé le 22 mars 2016.

Notes

- (1) Les dates du vote sont fixées par les États ; son organisation dépend des partis ; et ce sont des chaînes câblées privées qui assurent sa diffusion.
- (2) Cette allocation fut décidée par le parti après les longues primaires de 2012 qui auraient nui à la candidature de Mitt Romney. On verra que c'était peut-être une fausse bonne idée. La politique n'est pas une affaire pour technocrates.
- (3) J'élabore cette distinction entre peur et colère, et le rapport des deux concepts à l'antipolitique dans le grand dossier de la revue *Esprit* intitulé : « Colères » (mars-avril 2016, p. 116 et 239). Tout le dossier vaut d'être lu et discuté.
- (4) Soit dit en passant, 54 % des républicains croient qu'Obama est musulman.
- (5) Ironie du sort, lors de la primaire de 1992, Bill Clinton se trouvait dans une situation similaire : son dernier concurrent, Jerry Brown, qui se présentait comme candidat dissident, refusait de céder avant la primaire de la Californie.
- (6) Se dirait-on qu'il faut crever l'abcès de la colère et mettre fin à la radicalisation imposée par l'extrême-droite ? Mais est-on si sûr que Trump perdrait ? Hillary Clinton a des pieds d'argile ; Trump sortirait la grosse artillerie contre elle, qu'il s'agisse de sa vie privée (ses emails, les rapports entre la Fondation créée par son mari et Wall Street) et sa vie publique (l'affaire Benghazi, où est mort l'ambassadeur américain en Libye). Un sondage en dit long sur une éventuelle élection qui opposerait Hillary à Trump : son taux d'opinions défavorables est de 55 % (contre 42 favorables)... alors que celui de Trump est à 60 % (contre 37 favorables) – le chaos des primaires risque de s'étendre à la présidentielle elle-même !
- (7) C.f. son étonnante interview avec les éditeurs du *Washington Post* (le 22 mars 2016) et l'avertissement de ceux-ci : « *We met with Donald Trump. Electing him will still be a radical risk.* »



(encore ?) à la tête d'un parti ; il n'a pas une idéologie (à peine des idées). Néanmoins, après le 11 septembre 2001, la guerre en Afghanistan, celle d'Irak couplée à la montée de Daech, la colère née de la défaite militaire et le désir d'une revanche sont ressentis par ceux qui soutiennent Trump. Ses supporters attaquent physiquement les contre-manifestants. Il a fallu que le candidat annule un meeting à Chicago (le 11 mars) où l'on craignait des actes de violence, qu'il a par ailleurs souvent encouragés. Et comme par hasard, à la place du débat où il refuse sa participation, Trump propose d'organiser un grand meeting pour soutenir les vétérans. Mais arrêtons ici les spéculations, reconnaissons-les pour ce qu'elles sont – et restons des critiques politiques des tentations portées par l'antipolitique. Après la fin des dynasties, celles-ci peuvent être mortelles.

Le « grand meeting » n'a pas encore eu lieu ; à sa place, Trump continue à entretenir cette colère, motivée cette fois par des promesses de réformes économiques radicales. Il promet de « créer du travail » en imposant des tarifs sur les importations ;

Du même auteur

- *Aux origines de la pensée politique américaine*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2008.
- *Between Politics and Antipolitics: Thinking about Politics after 9/11*, New York, Palgrave Macmillan, à paraître en juin 2016.